

1 février 1996 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Conférence de presse conjoint de MM. Jacques Chirac, Président de la République, et Bill Clinton, Président des Etats-Unis, sur la coopération franco-américaine en Bosnie, la situation humanitaire en Irak et la réforme de l'Alliance atlantique, Washington le 1er février 1996.

M. CLINTON.- ... venant de terminer une excellente discussion. D'entrée de jeu je tiens à signaler combien les Etats-Unis apprécient le leadership, terme du Président Chirac, et le rôle vital joué par la France dans le monde. Nous sommes à une époque où les grandes démocraties du monde doivent s'ouvrir plutôt que se fermer sur le monde. Beaucoup des problèmes auxquels nous sommes confrontés y compris le terrorisme, le crime organisé et le trafic des stupéfiants ne respectent aucune frontière. Et les possibilités énormes que nous avons de forger un avenir plus prospère et plus sûr pour nos habitants pourra être réalisé seulement si nous demeurons engagés ou si nous travaillons ensemble.

- La France et les Etats-Unis le font en construisant sur notre alliance historique pour faire face au défi de la nouvelle ère. L'OTAN est une pierre angulaire de notre alliance et le Président Chirac et moi-même avons consacré beaucoup de temps à parler de son présent et son avenir. En Bosnie nous pouvons tous voir le rôle critique joué par l'OTAN pour mettre fin à une guerre terrible aidant à consolider la paix et à rétablir la stabilité dans le coeur de l'Europe. Le Président Chirac et moi-même avons examiné les progrès impressionnants réalisés par nos troupes. Nous sommes convenus que la mission en Bosnie va de l'avant, régulièrement, sûrement et dans toute la sécurité possible. L'opération en Bosnie démontre également l'efficacité avec laquelle l'OTAN peut travailler avec les nouvelles démocraties de l'Europe. Des pays qui étaient nos adversaires dans le pacte de l'OTAN il y a une décennie servent maintenant à côté de nos troupes pour la paix. Cela est un tribut à payer à la décision que nous avons prise de leur tendre la main par le biais du partenariat pour la paix et en ouvrant la porte de l'OTAN à de nouveaux membres. Nous sommes convenus que l'OTAN doit poursuivre ses progrès vers l'élargissement tout en renforçant ses rapports avec les Russes. Je tiens à réitérer ce que j'ai dit au Président Chirac, combien les Etats-Unis se félicitaient de la récente décision de la France de se rapprocher du côté militaire de l'OTAN, ce qui viendra renforcer notre alliance et c'est une action très importante pour les Etats-Unis. Je salue également les efforts français de construire une plus forte identité de défense européenne à l'intérieur de l'OTAN, ce qui permettra à nos alliés de l'OTAN, de l'Europe de faire face à l'avenir aux problèmes de sécurité en partageant davantage les coûts et les risques du leadership pour la paix tout en préservant la structure de base de l'OTAN.

- Mais le partenariat franco-américain dépasse l'OTAN et l'Europe. Nous l'avons vu au Cambodge où notre coopération a été importante pour le succès des élections démocratiques. Nous l'avons vu en Haïti où des gendarmes français participent à la force de police internationale et jouent un rôle essentiel. En Afrique nos deux pays travaillent pour que les habitants puissent réaliser leur énorme potentiel politique et économique. Aujourd'hui le Président Chirac et moi-même sommes convenus de travailler ensemble dans le cadre de la diplomatie préventive pour prévenir les conflits en Afrique avant qu'ils n'éclatent.\

M. CLINTON `suite` .- Finalement le Président Chirac et moi-même avons examiné les nouvelles menaces à la sécurité de nos citoyens y compris la propagation des armes de destruction massive : le terrorisme, le crime organisé, le trafic des stupéfiants et les menaces sur l'environnement. Je salue la décision française de mettre fin aux essais nucléaires dans le Pacifique et son soutien ferme pour la signature d'un Traité d'interdiction complète des essais nucléaires à option zéro cette année. C'est un projet sur lequel nous allons travailler ensemble et je pense que nous pourrons y réussir. Comme je l'ai dit lors de mon message sur l'Etat de l'Union, le traité d'interdiction complet des essais nucléaires représente une de mes priorités. Cela permettra de réduire la menace nucléaire qui se pose à chaque Américain et à chaque citoyen du monde. Ayant la France comme partenaire dans cette croisade améliore considérablement nos chances de succès et permettra également de marquer une autre appréciation pour que la France soit prête à contribuer à la société de développement énergétique de la péninsule de Corée. L'organisation qui fournira une énergie à la Corée du Nord lorsqu'elle mettra fin à son dangereux programme d'armes nucléaires.

- Au cours de cette dernière année, des terroristes ont atteint des personnes au coeur de Paris et au coeur de l'Amérique. Le Président Chirac et moi-même pensons que nos responsables policiers peuvent travailler ensemble en partageant leur expérience et leur connaissance jusqu'à ce que nous réussissions à vaincre le terrorisme. Nous cherchons à réduire le flot des stupéfiants dans nos rues et la croissance du crime organisé en nous attaquant au blanchiment des fonds et en facilitant l'extradition des malfaiteurs.

- Finalement, monsieur le Président, je tiens à vous remercier de votre leadership long et déterminé en Bosnie. Les sacrifices consentis par la France dans ce pays, notamment les soldats français et je tiens à vous dire combien il est important pour moi et pour tous les Américains qu'aujourd'hui vous ayez présenté la légion d'honneur aux familles des trois diplomates américains qui ont été tués dans la recherche, cette recherche réussie, pour un accord de paix. Cela symbolise l'amitié que les Etats-Unis partagent avec la France. Vous êtes notre plus ancien allié. J'ai pensé qu'il était approprié aujourd'hui que nous ayons eu votre cérémonie d'accueil sur la pelouse de la Maison Blanche près du Mémorial à Jefferson. Jefferson étant notre premier envoyé en France qui symbolise notre alliance avec la France. Maintenant nous avons un partenaire déterminé et dynamique avec le Président Chirac. Je tiens à vous souhaiter à nouveau la bienvenue aux Etats-Unis. Je vous demanderai de faire quelques remarques et ensuite nous pourrons répondre aux questions. Monsieur le Président.\

LE PRESIDENT.- Le Président Clinton a pratiquement tout dit. En tous les cas, tout ce que nous nous sommes dit et il l'a bien dit. J'ajouterai une brève remarque, d'abord un sentiment de gratitude pour l'accueil qui m'a été réservé et auquel j'ai été très sensible à la Maison Blanche et au Congrès. Ensuite, un accord très profond qui existe sur la plupart des sujets. Le plus exemplaire étant la Bosnie, où l'action du Président Clinton a été déterminante pour un accord de paix que, quelques mois avant, personne ne pouvait imaginer. La France n'a pas été absente naturellement de cet effort et si ce pays réussit à retrouver son équilibre et sa paix, il le devra pour une part au Président des Etats-Unis.

- Enfin j'ai voulu évoquer ici deux problèmes qui me tiennent à coeur entre autres : celui de la réforme nécessaire de l'Organisation de l'Alliance atlantique pour l'adapter aux exigences de notre temps. Nous pouvons attendre le meilleur en terme de paix de l'Alliance atlantique, à condition bien entendu qu'elle soit adaptée. Et deuxièmement la nécessité de comprendre l'exigence qu'il y a à ne pas se désengager sur le plan de l'aide au développement. Beaucoup de pays dans le monde sont en voie d'exclusion, alors qu'ils font des efforts très importants pour essayer de marcher vers la démocratie et l'économie de marché. Il faut donc les y aider. C'est l'un des deux messages que j'ai voulu exprimer aujourd'hui au Congrès.

- Enfin j'ai eu beaucoup d'émotion en remettant ce matin à trois femmes admirables la Légion d'honneur au nom du peuple français, au nom de la République française, les trois veuves de trois grands diplomates américains qui avaient donné le meilleur d'eux-mêmes pour progresser vers la paix et qui hélas, ont laissé leur vie dans cette Bosnie. Voilà quelques réflexions, mais je suis naturellement prêt à répondre à quelques questions.\

suis naturellement tout prêt à répondre à quelques questions.\

QUESTION.- Pour chaque Président. Vous avez eu beaucoup de mal avec le Congrès républicain et en même temps vous semblez dire aux démocrates que c'est chaque homme pour soi-même, que vous n'allez pas faire campagne pour un congrès démocrate car cela ne sert à rien. Quelles sont vos remarques ?

- Monsieur le Président Chirac, l'ONU dit que un demi million d'enfants irakiens sont morts de mauvaise nutrition depuis 1990. C'est vous qui avez dit cela. Est-ce que vous essayez de convaincre le Président Clinton de lever les sanctions sur l'Irak ?

- M. CLINTON.- Je répondrai en premier. Tout d'abord, je ne vais pas critiquer des gens qui posent des questions mais personne qui a participé à cette conversation n'a pensé que c'était là ce que j'avais dit. Je veux qu'il y ait davantage de démocrates élus au Congrès. Je travaillerai pour eux, notamment pour le Sénateur Wyden dans l'Oregon et je pense qu'il faudrait chercher longtemps pour trouver quelqu'un qui a plus aidé son parti que moi-même. On m'a posé une question précise, si j'allais me rendre devant les Américains en 1996 et dire, je ne peux rien faire au Congrès en tant que Président, à moins que vous me donniez un Congrès démocratique et ma réponse est, et je le répète, nous avons eu beaucoup d'expérience avec des présidents qui ont utilisé cet argument et cela n'a jamais donné de bons résultats, jamais.

- Les Américains veulent des arguments sur leur vie et les idées et les principes en jeu. Est-ce que je fais des campagnes pour les démocrates oui, je l'ai fait par le passé, je le ferai à l'avenir et j'ai organisé mes affaires pour pouvoir faire beaucoup de campagnes. Est-ce que je veux que plus de démocrates soient élus au Congrès, bien sûr et comment le faire : non pas en disant aux Américains que j'ai besoin de ces démocrates mais en leur disant voici où nous en sommes, voici ce que l'avenir pourrait vous apporter, j'espère que vous ferez le même choix que moi. J'ai dit que si il y a des démocrates élus, c'est parce que le peuple pensera que nous avons de bonnes idées pour leur vie. C'est ça mon argument et chaque fois qu'un président dans l'histoire des Etats-Unis a essayé de personnaliser l'élection en disant j'ai besoin de ceci pour moi, ça n'a jamais donné de bons résultats. Les Américains votent sur ce qui est bon pour eux, pour leur famille. Ils font preuve de bon jugement, donc il faut leur présenter des idées. Et à ce moment là, si les habitants sont d'accord avec vos idées, vous avez de la chance de remporter la situation. C'est ce qui s'est passé en 1992 d'une façon qui m'a plu, en 1994 une façon qui ne m'a pas plu. Et en 1996, j'espère que ça se passera d'une façon qui me plaira. Donc, ce n'est pas une question de fidélité à mon parti ou mes efforts dans le domaine de la campagne électorale. A vous Monsieur le Président.\

LE PRESIDENT.- `réponse à une question sur la malnutrition en Irak` Pour moi, je voudrais simplement vous dire, chère Madame, que pour moi des enfants qui meurent de faim c'est insupportable, quelle que soit leur nationalité. Insupportable. Ceci étant, je n'ai jamais prononcé la phrase que vous me prêtez. Jamais. J'aurai pu le faire mais ce n'est pas le cas. Enfin, je crois que, s'agissant de l'Irak puisque c'était en réalité de cela que vous vouliez me faire parler, je pense qu'il y a une organisation internationale, une règle internationale, un conseil de sécurité, et qu'il y a des exigences qui ont été formulées, notamment pour la résolution 986. Et je souhaite que ces résolutions soient appliquées par l'Irak et si elles sont appliquées, je souhaite effectivement que les sanctions soient levées, de façon à ce qu'il y ait moins de petits enfants qui manquent du nécessaire.\

QUESTION.- Monsieur le Président Chirac, en attendant la réforme nécessaire de l'OTAN, est-ce que la France peut faire un nouveau pas pour se rapprocher du côté militaire de l'OTAN comme l'a souligné le Président Clinton et devenir membre à part entière de cette organisation ?

- LE PRESIDENT.- Non, il n'y a pas lieu de faire pour la France un nouveau pas. Il a lieu maintenant pour la France de discuter avec ses partenaires sur la réforme qui selon nous s'impose en ce qui concerne l'organisation militaire de l'Alliance. Je voudrais dire que de ce point de vue, sans regarder le passé qui est révolu, et avec une certaine vision de l'avenir qui est la nôtre, nous sommes très près de la plupart de nos grands partenaires européens, en ce qui concerne à la fois le diagnostic et les modalités de la réforme, et j'ai pu constater aujourd'hui que ce point de vue est également pour une large part, partagé par les Américains. Je m'en suis

réjoui.\

QUESTION.- Etant donné qu'il y a des possibilités de succès, dans les discussions budgétaires, est-ce que vous allez prendre des mesures pour licencier des personnes ou autres au cours de cette année ?

- M. CLINTON.- Permettez-moi de dire que ce sur quoi j'ai plus d'espoir, c'est que le speaker et M. Army ont dit qu'ils allaient demander la prolongation de la limite sur la dette jusqu'à la mi-mars et je m'en réjouis. Deuxièmement, il y a eu toute une série de déclarations de fait qui me laisse croire que la situation est loin d'être perdue. Je pense qu'il y a encore de bonnes chances pour que, si nous continuons à travailler, nous puissions avoir un accord sur l'équilibre budgétaire. Je pense que l'atmosphère est bonne, que l'attitude a été positive et je continue à avoir de bons espoirs. Donc pour répondre à vos questions non je ne pense pas qu'il sera nécessaire d'avoir à réaliser des licenciements massifs et d'autres résolutions de ce genre.

- QUESTION.- Monsieur le Président, c'est une question au Président Clinton. Un accord de paix entre la Syrie et Israël avant l'été et est-ce que vous partagez l'opinion du Président Chirac : le Liban ne doit pas payer le prix de la paix. Et est-ce que vous avez discuté de cela et comment vous voyez l'avenir du Liban après cela ?

- M. CLINTON.- Oui, je partage l'opinion du Président Chirac selon laquelle le Liban ne devrait pas payer le prix de l'accord de paix. Je pense que l'indépendance et l'avenir du Liban ne devraient pas être sacrifiés. Je ne pense pas que cela sera le cas. Ayant dit cela, je pense que la seule bonne résolution pour le Liban à long terme est tout d'abord un accord entre la Syrie et Israël. Je pense que si nous avons un bon accord entre ces deux pays, il sera possible d'avoir un bon avenir pour le Liban. Quant à la date, je ne peux pas vous le dire. Cela dépendra des parties et cela en fonction des événements en Israël et en Syrie ainsi qu'en fonction des progrès réalisés dans les négociations sur des questions très épineuses. Je puis vous dire que je pense que le Président Assad s'est tout à fait engagé envers une bonne paix et je pense que le Premier ministre Péres est également engagé envers une bonne paix et je vois leurs dirigeants militaires se parler. Je vois qu'il y a d'autres personnes qui essayent de régler les questions complexes qui demeurent en suspens. Donc j'ai de bons espoirs. Mais les Etats-Unis n'imposent pas de calendrier sur d'autres ni ne projettent ces calendriers. Nous aidons seulement à arriver à la paix. Les calendriers dépendent d'eux.\

QUESTION.- Monsieur le Président, votre porte-parole nous dit souvent que vous ne pensez pas être dans un mode de campagne électorale, et pourtant vous allez dans le New Hampshire demain. Est-ce que vous essayez de gagner sur tous les plans ?

- M. CLINTON.- Oui.

- QUESTION.- Quelle incarnation allons-nous voir dans le New Hampshire demain ? Est-ce que vous allez répondre au Sénateur Dole et aux autres candidats qui disent que vous parlez à droite, mais que vous gouvernez à gauche ?

- M. CLINTON.- Je pense que cela n'est manifestement pas vrai. Quelquefois, je pense que cela dépend de comment on définit la gauche. Je suis à gauche d'Attila. Cela dépend comment on définit la gauche et la droite. Mais je pense que ce que je pourrais faire de mieux cette année, c'est de faire mon travail. Je pense que c'est là ma première responsabilité. Je pense que je pourrais me présenter au peuple américain en tant que candidat sans complètement miner ma possibilité de faire mon travail. C'est ce que je vais essayer de faire, mais il ne serait pas approprié pour moi de ne pas aller dans le New Hampshire et dans l'Iowa avant le premier caucus et les premières élections primaires pour expliquer aux habitants de façon plus directe ce que j'ai essayé de faire. Je ne sais pas quels seront les arguments et les déclarations que je vais faire. Je ne sais pas s'ils seront tellement différents que si j'étais à Washington, mais je pense qu'ils ont le droit de voir leur Président et je vais y aller pour essayer de les convaincre.

- LE PRESIDENT.- Je voudrais ajouter un point sur cette question. Si j'ai bien compris et si la traduction a été exacte, ce dont je ne doute pas, le Président Clinton a indiqué qu'il était à gauche d'Attila. Alors, je voudrais vous dire que je ne me suis pas senti visé. Quoi que puissent en penser certains journalistes Français.

- M. CLINTON.- Je ne suis pas sûr d'être à gauche du Président Chirac.\

QUESTION.- J'ai une question pour les deux Présidents. Ma première question, en anglais au Président Clinton et, ensuite, en français au Président Chirac.

- LE PRESIDENT.- Vous parlez français. Tous vos amis savent que vous parlez anglais.

- QUESTION.- Monsieur le Président, il semble que votre entente avec le Président Chirac soit bien meilleure que l'entente que le Président Chirac peut avoir avec les Républicains au Congrès qui, eux, prônent une politique isolationniste. Est-ce que vous êtes d'accord avec cette interprétation. Est-ce que le Président est d'accord avec cette interprétation ?

- M. CLINTON.- Eh bien j'espère qu'il ne serait pas d'accord avec cette interprétation, parce que ce ne serait pas dans l'intérêt de la France de participer, de s'impliquer dans notre politique intérieure. Cela dit, les Etats-Unis au cours de notre histoire et en raison de notre isolement géographique relatif, des troubles en Europe au cours du XXème siècle et des troubles en Asie au XXème siècle et avant, les Etats-Unis ont souvent connu des périodes d'isolationnisme. Nous avons quitté cette position à la fin de la deuxième guerre mondiale pour mener avec vous un partenariat dans la guerre froide. Donc, cela ne devrait surprendre personne qu'à la fin de la guerre froide, comme la menace imminente d'une guerre avec une super puissance nucléaire a diminué, les impulsions isolationnistes historiques aux Etats-Unis soient réapparues. Je pense que ce qui est important c'est qu'il y a une lutte entre les deux partis pour que ceci n'ait pas lieu. En tant que Président, je peux parler d'une seule voix, bien que les Républicains puissent voter ensemble presque tout le temps au Congrès, ce n'est pas possible pour eux ou pour mes alliés démocrates au Congrès. Donc, je pense que l'une de mes tâches les plus importantes, c'est de convaincre les Américains des deux partis de ne pas revenir à l'isolationnisme, de ne pas abandonner nos responsabilités vis-à-vis du développement international comme le Président l'a dit au Congrès aujourd'hui. Et j'aimerais que cela devienne l'engagement de l'Amérique plutôt que l'engagement d'un parti. Je dois dire que j'ai été beaucoup soutenu par certains Républicains pour certaines initiatives en matière d'affaires étrangères, bien que certains n'aient pas appuyé ce que nous avons voulu faire en Bosnie. Mais je veux que nous soyons en faveur de la paix, de la liberté sans que l'on se préoccupe du parti. Et nous construisons un nouveau consensus et cette tâche n'est pas terminée, mais je pense que cela ne devrait pas préoccuper la France, c'est de la politique intérieure des Etats-Unis.

- LE PRESIDENT.- Effectivement, je me garderai bien de toute ingérence dans la politique intérieure des Etats-Unis. Ce que je peux vous dire, c'est que je m'entends très bien avec Bill Clinton, mais que je dois ajouter que je m'entendais également très bien avec George Bush. Alors, tirez-en les conclusions que vous souhaitez.\

QUESTION.- Monsieur le Président, il y a beaucoup de personnes qui seraient intéressées à connaître votre opinion sur le succès de Malcolm Forbes dans les sondages.

- M. CLINTON.- Je ne peux pas répondre à cette question sur son succès. Je sais seulement ce que vous me dites par les médias. Mais je pense qu'il a pu avoir une position financière importante, c'est-à-dire faire connaître sa position grâce à son financement. Je pense que cette taxe dite plate attire beaucoup d'Américains pour deux raisons. D'abord, elle semble être simple et il y a beaucoup de gens qui pensent que le code de fiscalisation est trop complexe, cela leur donne mal à la tête. Et, deuxièmement, cela semble être superficiellement équitable. Même s'il n'est pas équitable, les Américains disent que le système que nous avons maintenant n'est pas équitable et je préférerais un système plus simple. Troisièmement, certains Américains pensent que cela permettrait de promouvoir une plus grande croissance économique, mais je pense que leur nombre est faible. Mon problème en ce qui concerne cette taxe, c'est un problème double. Toutes les personnes que j'ai vues indiquent que cela accroîtrait énormément le déficit du gouvernement américain et pour combler ce déficit, à ce moment-là, il faudrait augmenter les impôts sur les Américains qui gagnent moins de 100000 dollars par an, ce qui serait tout à fait inéquitable. Faut-il simplifier le code fiscal ? Oui, je pense que nous avons 57 % qui soumettent une feuille d'impôt simplifiée, mais il y a d'autres choses que nous pourrions faire pour que le système soit plus équitable et plus simple. Mais je n'ai vu aucune proposition pour une taxe plate

que je pourrais soutenir. Nous ne pouvons pas revenir aux années 80 ou nous avons eu un déficit dû à l'offre et cela a beaucoup augmenté le déficit. Donc, je ne serai pas en faveur d'imposer davantage les habitants qui ont un revenu de moins de 100000 dollars.\

QUESTION.- Monsieur le Président, vous avez demandé aux pays développés de ne pas réduire leur aide aux pays pauvres. Est-ce que vous avez le sentiment ici d'avoir été entendu ?

- LE PRESIDENT.- Oui, j'ai eu ce sentiment. J'ai eu ce sentiment, je n'ai pas eu l'impression de prêcher dans le désert.

- M. CLINTON.- Je suis pleinement d'accord avec le Président. Je m'oppose à la réduction du soutien américain pour l'IDA, comme la plupart des Américains. Lorsque le Congrès fait cela, il joue, il utilise un argument selon lequel les Etats-Unis dépensent trop pour l'assistance étrangère. Or, les Etats-Unis dépensent très peu de leur budget sur cela. Nous pourrions justifier le fait d'être un peu en-dessous des autres pays parce que nous dépensons plus pour la défense. Nous avons des engagements globaux en Europe, en Asie, en Corée et ailleurs et ce sont des engagements qui aident d'autres pays. Donc, peut-être que l'on pourrait nous pardonner pour ne pas dépenser le même pourcentage de notre revenu et de notre budget pour l'assistance étrangère que d'autres pays. Mais il ne faut pas aller plus bas. Je suis d'accord avec le Président Chirac. Et, pour revenir à la question de l'isolationnisme, il me semble que le plus grand danger à court terme en ce qui concerne l'isolationnisme, c'est en ce qui concerne le fait de ne pas contribuer avec cette petite quantité d'argent pour les programmes d'assistance étrangère qui éviteront que certains problèmes se posent. J'ai reçu le soutien nécessaire du congrès américain et du peuple américain pour être actif en Haïti, au Moyen-Orient et ailleurs en temps de crise. Mais le problème est que même à cette période où nous essayons d'équilibrer notre budget, cela représente une petite part de notre budget et le Président Chirac a tout à fait raison à cet égard.\

QUESTION.- C'est une question qui s'adresse aux deux Présidents. Il a été dit que la présence militaire américaine en Bosnie serait limitée à un an. Vous en avez certainement parlé. Qu'est-ce qu'il est souhaitable de faire au bout de cette période d'un an ?

- M. CLINTON.- Tout d'abord avant d'avoir dit cela au peuple américain, il y a eu un accord de paix à Dayton avec une annexe militaire qui prévoyait précisément quelle serait la mission. J'aimerais féliciter les Présidents de la Bosnie, de la Croatie et de la Serbie, car, en fait, ils ont demandé aux dirigeants militaires de l'OTAN de les aider à établir cette analyse. Ils ont dit, voici la mission militaire et non pas la mission pour la police civile ou la mission politique, mais la mission militaire. Nous voulons que vous sépariez les forces, que vous mainteniez la libre circulation dans le pays, dans la mesure du possible, que vous facilitiez cette circulation et que vous donniez aux parties le temps de voir s'enraciner la paix. Le jugement des commandements militaires a été que cette mission - mission militaire - ne devrait durer qu'une seule année et, qu'ensuite, les habitants devraient se préoccuper des autres questions : politique, économique, civile, policière, tout le travail que l'on devait accomplir. Ainsi, je pense que la collectivité internationale devra trouver les mécanismes pour le faire. Mais nous avons dit il y a à peu près un an, et la mission militaire telle que définie au cours des négociations de Dayton et ratifiée lors de la signature à Paris, pourra se terminer. J'ai donc tenu compte de l'opinion militaire de nos généraux et d'autres généraux.\